

Monsieur Jean-Ludovic SILICANI
Président
ARCEP
7, square Max Hymans
75730 Paris Cedex 15

Paris, le 12 octobre 2011

OBJET : CONTRIBUTION D'ALTERNATIVE MOBILE A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP SUR L'ANALYSE DU MARCHE DE GROS DE LA TERMINAISON D'APPEL VOCAL MOBILE DE FREE MOBILE, LYCAMOBILE ET OMEA TELECOM

Monsieur le Président,

Nous tenions en premier lieu à saluer le résultat de l'attribution des fréquences 4G, en particulier en ce qui concerne les engagements d'accueil des « Full MVNO » auxquels ont souscrit Bouygues Telecom, Free Mobile et Orange France. Trois contrats « Full MVNO » ont d'ailleurs été signés ces derniers mois, ce qui consacre le rôle moteur joué par la régulation de l'ARCEP en faveur de ce modèle d'opérateurs alternatifs.

Avec l'émergence des premiers acteurs structurés sur le modèle du « Full MVNO », on constate une disparité de situations dans le secteur des MVNO qui milite pour que la régulation de l'ARCEP sur les terminaisons d'appel puisse se fonder sur des critères objectifs, en fonction des difficultés rencontrées par ces différentes catégories d'opérateurs pour rentrer sur le marché.

Ainsi, pour réguler les tarifs des prestations de terminaison d'appel, l'ARCEP devrait veiller à prendre en compte les obstacles auxquels sont confrontés les nouveaux entrants pour pénétrer le marché de détail (dominé par les opérateurs mobiles historiques avec plus de 90% de part de marché).

Il s'agit notamment:

- des investissements techniques nécessaires que les Full MVNO devront effectuer en France pour mettre en place leur service au bénéfice de la concurrence et de l'innovation ;
- de l'importance du propre réseau de distribution de chaque opérateur mobile historique qui semble avoir bénéficié dans le passé d'une terminaison d'appel (TA) importante ainsi que des offres « quadruple play » qui accroissent la fidélisation non plus du client mais du foyer ;
- du fort déséquilibre du solde d'interconnexion en rapport avec le déséquilibre des volumes de trafic échangé lié aux offres dites « illimitées ».

Nous nous permettons d'insister sur l'importance de cette consultation au regard des enjeux liés au développement de la concurrence et des nouveaux services innovants en faveur des consommateurs, des entreprises et du développement international du savoir-faire des opérateurs innovants.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre sincère considération.

Jacques BONIFAY
Président

Léonidas KALOGEROPOULOS
Délégué Général